



COMITE TECHNIQUE ACADEMIQUE DU 17 NOVEMBRE 2017

Déclaration de la CGT Educ'action

Lors de notre déclaration du CTA de juin 2017 nous vous faisons part de nos inquiétudes quant aux attaques préparées par le gouvernement Macron-Philippe. Celles-ci se sont malheureusement confirmées. Les ordonnances Macron sur la loi travail vont faciliter les licenciements, compliquer encore plus la défense des salariés, et auront de lourdes conséquences sur la santé et la sécurité des salariés, y compris pour les personnels de l'Education Nationale avec des CHSCT voués à disparaître et qui ne remplissaient déjà pas leur fonction de protection de la santé dans l'éducation. Les salariés de la fonction publique sont aussi la cible de nombreuses attaques avec le gel des salaires pour une nouvelle année et la remise en cause de la déjà trop maigre revalorisation salariale liée au PPCR, la réintroduction du délai de carence en cas d'arrêt maladie et la hausse de la CSG dont aucune compensation n'est garantie au delà de 2018. La suppression budgétée de 120 000 postes de fonctionnaires va aussi mettre à mal des services publics déjà exsangues, et pourtant vitaux pour la population. Cette nouvelle coupe budgétée par le gouvernement va aggraver une situation déjà critique dans l'éducation. Les effectifs-classe à tous les niveaux sont toujours très éloignés des maxima de 15 en éducation prioritaire et de 20 hors éducation prioritaire que nous demandons. Dans notre académie, le vivier de TZR est tellement réduit qu'à nouveau de nombreux postes n'étaient pas pourvus à la rentrée, et que toutes les situations ne sont pas encore réglées. Et pour les personnels administratifs c'est la douche glacée avec l'annonce de 200 suppressions de postes au budget 2018 auxquelles nous sommes évidemment opposés.

A ces suppressions s'ajoute à un plan massif de licenciements avec la suppression de 150 000 contrats aidés, alors même que ces personnels remplissaient des fonctions indispensables. Dans l'Education ce sera 11500 contrats supprimés, et 833 pour notre académie. La présence de ces personnels était pourtant loin d'être un luxe, et la précarité était déjà une mauvaise solution adoptée par le Ministère pour continuer à faire fonctionner sereinement des établissements et des écoles, et pour aider des élèves en situation de handicap. Et proposer des « services civiques » avec des contrats encore plus précaires pour remplacer des CAE est proprement scandaleux. Nous avons besoin dans l'Education Nationale comme partout d'emplois stables. La CGT éduc'action demande dans un premier temps un retour à l'emploi de tous ces personnels puis leur titularisation sans condition comme pour l'ensemble des précaires de l'éducation.

C'est toujours cette même logique d'austérité qui est en cause lorsque les universités débordent. La CGT éduc'action de Rouen ne veut pas d'une sélection à l'entrée de l'université comme a pu l'être le tirage au sort, ou comme le sera le plan étudiant du gouvernement Macron-Philippe. Chaque jeune doit pouvoir accéder à des études supérieures de son choix, et des moyens en terme d'emplois et de locaux doivent être débloqués pour y parvenir. Rien n'est laissé au hasard par ce gouvernement et la réforme annoncée du baccalauréat facilitera cette sélection que nous dénonçons. Le renforcement du contrôle continu au détriment d'un examen final et national aboutira à un diplôme du bac maison et d'un niveau différent pour chaque lycée. Et ce système ne pourra qu'accélérer la ghettoïsation de lycées le plus souvent situés dans des quartier populaires.

Concernant la voie professionnelle, une concertation sur l'apprentissage est déjà engagée. Les jeunes de ce pays et le service public et laïc n'ont rien à en attendre de bon, bien au contraire. La propagande patronale et gouvernementale est en marche, faisant de l'apprentissage LA solution au problème de la formation des jeunes et de l'insertion professionnelle. Mais cette offensive fait fi de la réalité de l'apprentissage : taux de

ruptures de contrats très élevé (28 % en moyenne, mais bien supérieur pour les jeunes visant les niveaux V et IV) ; sélection à l'entrée et discriminations sociales, de genre, de faciès ; conditions de sécurité problématiques comme l'a montrée une enquête initiée par la Direction Générale du travail. Mais pour lutter soi-disant contre le chômage, l'exécutif est fort peu regardant sur ces réalités, d'autant que cela permettra de réduire la formation initiale sous statut scolaire, voire de la faire disparaître.

La CGT éduc'action tenait aussi à profiter de ce CTA pour rappeler son soutien aux personnels et aux parents d'élèves des collèges P. Néruda à Evreux, et Pierre Mendès France du Val de Reuil qui se sont à nouveau mobilisés le 7 et le 16 novembre contre la fermeture de leur établissement. La CGT éduc'action Rouen a à plusieurs reprises dénoncé ces fermetures de collèges qui ne se font que pour des raisons budgétaires et au détriment de la scolarité des jeunes concernés. L'inquiétude et la mobilisation gagnent maintenant les établissements voisins qui seront impactés inévitablement par ces fermetures et qui ont pu constater l'impréparation du projet.

La CGT éduc'action de Rouen était également présente le 9 novembre avec les personnels de REP + du 1^o degré, devant l'inspection académique, pour dénoncer la nouvelle organisation du remplacement lié aux journées de pondération. Cette nouvelle organisation ne peut se faire sans la présence de ZILiens non REP +, et ne permet pas aux enseignants remplaçants de prendre contact avec l'école et le personnel titulaire, alors que c'est une nécessité évidente dans des écoles de REP+.

Nous tenons à rappeler notre totale opposition à la fusion des deux académies que cache l'appellation « nouvelle région académique ». Nous avons non seulement le sentiment que celle-ci est plus avancée qu'on ce qu'on veut nous faire croire mais que, comme toute fusion, elle se soldera par des suppressions de postes et des restructurations forcées dans les services académiques, pour un premier temps. Mais au delà de ces personnels qui subissent les premiers la fusion des deux académies, nous ne sommes pas dupes de l'intérêt de réunir deux académies alors que le gouvernement poursuit une politique d'austérité et qu'il lui sera plus facile à plus ou moins long terme de fusionner des formations et des établissements frontaliers ou non.

Les conséquences néfastes des choix politiques du président Macron vont très vite se ressentir. A l'heure où les services publics devraient être renforcés pour compenser un peu les inégalités sociales croissantes, le gouvernement a fait le choix de supprimer l'impôt sur la fortune et de casser encore un peu plus ce qui protège les salariés pour permettre aux actionnaires d'augmenter leurs profits. La CGT éduc'action Rouen continuera à se mobiliser contre cette politique antisociale, et à soutenir toutes les luttes des personnels qu'elle représente.

Pour finir, la CGT éduc'action de Rouen souhaite également apporter son soutien à la section SUD éducation du 93 attaquée par Mr Blanquer. La plainte évoquée contre SUD éducation 93 pour avoir utilisé l'expression « Racisme d'état » est une tentative inadmissible de museler des militants et des représentants syndicaux qui dénoncent, tout comme nous, les contrôles policiers au faciès pour lesquelles la Cour de cassation a condamné l'État, les difficultés pour scolariser des enfants migrants, la situation inhumaine des mineurs isolés et « Les discriminations dans l'accès à l'emploi public » fondées sur les origines ou sur les lieux d'habitation (rapport de juin 2016). Ce n'est pas en s'attaquant aux organisations syndicales profondément antiracistes comme le sont toutes les sections du syndicat SUD éducation qu'on s'attaque aux pratiques racistes reconnues ou non, bien au contraire ! La CGT éduc'action de Rouen affirme son entière solidarité avec la section SUD éducation du 93.